

Le manque de places ne peut plus être invoqué pour refuser l'inscription d'un enfant à la cantine

La loi "égalité et la citoyenneté" du 27 janvier 2017 (article 186) a créé un droit à l'inscription dans les cantines scolaires pour tous les enfants scolarisés, dès lors que ce service de restauration scolaire a été créé (ce service est facultatif pour les communes). Cette mesure résulte d'un amendement présenté par Roger-Gérard Schwartzberg (PRG), ex-député du Val-de-Marne, lors de la discussion du texte à l'Assemblée nationale. Ce droit est désormais codifié à l'article L. 131-13 du code de l'éducation: **"l'inscription à la cantine des écoles primaires, lorsque ce service existe, est un droit pour tous les enfants scolarisés. Il ne peut être établi aucune discrimination selon leur situation ou celle de leur famille"**. En application de ces dispositions, la cour administrative d'appel de Nancy vient d'annuler, pour illégalité, la décision de la ville de Besançon (116 466 habitants, Doubs) refusant d'inscrire un écolier à la cantine (CAA arrêt du 5 février 2019, n° 18NC00237). En effet, la ville subordonnait l'inscription de l'enfant au service de restaura-

tion scolaire à l'existence de places disponibles. La cour a jugé que ce refus méconnaissait l'article L. 131-13 du code de l'éducation, confirmant le jugement du tribunal administratif de Besançon de décembre 2017. Ainsi, dès lors que le service de restauration scolaire existe, les communes devront dimensionner celui-ci de manière à **permettre à tous les écoliers qui en font la demande d'y accéder, sans que le nombre de places disponibles ne limite leur droit d'accès**. Les communes peuvent, par exemple, organiser un deuxième service à la cantine (comme c'est déjà le cas à Besançon) ou mutualiser leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement en proposant un **service de restauration à l'échelle intercommunale**. La loi leur permet également de transférer leur compétence à un groupement, en application de l'article L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales, ou de créer un service commun, sur la base de l'article L. 5211-4-2 du même code. La ville de Besançon envisage de saisir le Conseil d'Etat, en cassation.